



SERVICE PUBLIC  
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ  
ET DES ÉNERGIES LOCALES  
EN ÎLE-DE-FRANCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION du PRESIDENT  
n° 25-08

O B J E T :

Aide attribuée dans le cadre du contrat  
chaleur renouvelable  
(investissement)

*Géothermie sur sondes*

Le Président du Syndicat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Comité d'administration du Sigeif n° 22-06 du 7 février 2022 relative au contrat de développement des énergies renouvelables thermiques avec l'ADEME Île-de-France,

Vu les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n°14-3-7 du 23/10/2014 modifiée et disponibles sur le site de l'ADEME à l'adresse suivante [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr),

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n°14-3-4 du 23 octobre 2014 modifiée relative au système d'aides à la réalisation,

Vu le régime d'aides de l'ADEME exempté de notification n° SA.40264 modifié relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 (aides à la réalisation),

Vu la convention de financement n° 21IFD1116 pour le soutien à l'animation du contrat de développement des énergies renouvelables thermiques porté par le Sigeif, notifiée par l'ADEME le 22 février 2022 et signée par le Sigeif le 23 février 2022,

Vu la convention de mandat n° 21IFD1115 confiant le paiement des dépenses de l'ADEME au Sigeif notifiée par l'ADEME le 22 février 2022 et signée par le Sigeif le 25 février 2022,

Vu la demande d'aide présentée par Solidarités Nouvelles pour le Logement en date du 2 février 2024 (n° dossier 2025-02),

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides en date du 18 février 2025 relativement à l'éligibilité matérielle et financière du projet et au montant de l'aide,

Vu le procès-verbal de décision d'attribution des aides de l'ADEME signé par le Sigeif et l'ADEME en date du 20 février 2025,

Accusé de réception en préfecture  
075-200050433-20250321-25-08-AU  
Date de télétransmission : 25/03/2025  
Date de réception préfecture : 25/03/2025

Considérant que le Sigeif s'est vu confier par l'ADEME l'instruction des demandes d'aides conformément aux critères d'aides définis par l'ADEME, l'établissement des décisions d'attribution des aides octroyées par l'ADEME, la liquidation des sommes concernées et le paiement des dépenses de l'ADEME,

DECIDE :

Article 1 : L'attribution de la subvention est destinée SNL Prologues (adresse/siège social : 3 rue Louise Thuliez 75019 Paris – SIRET : 40298762200055 – représentant légal : M. Bertrand LAPOSTOLET, Directeur), ci-après désignée le « Bénéficiaire ».

Article 2 : L'opération concerne la réalisation de travaux pour la mise en place d'une géothermie sur sondes dans le cadre de la réhabilitation du Foyer Madeleine Delbrêl en pension de famille à Ivry-sur-Seine. Le Bénéficiaire porte le projet, le bâtiment est propriété de l'association Diocésaine de Créteil.

Article 3 : Le coût prévisionnel de l'opération, dont le Bénéficiaire est maître d'ouvrage, est de 652 669 euros.

Article 4 : Seules les dépenses réalisées après la date de demande d'aide du Bénéficiaire (02/02/2024) sont éligibles. Les dépenses des Bénéficiaires devront être engagées avant le 21 février 2025 terme du contrat qui lie l'ADEME et le Sigeif.

Article 5 : Les dépenses éligibles à l'aide du Sigeif sont de 166 656 euros.

Article 6 : Le Bénéficiaire s'engage sur une production de 36 MWh d'énergie renouvelable thermique par an (sortie PAC). Cette valeur constitue la référence pour le calcul du versement du solde de l'aide.

Article 7 : La subvention attribuée d'un montant maximum de 36 000 euros est calculée comme indiqué ci-après.

Un forfait annuel en €/MWh EnR calculé sur 20 ans, de 50 €/MWh est appliqué à 36 MWh.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

Article 8 : Le montant fixé à l'article 7 sera versé au Bénéficiaire par le Sigeif selon les modalités ci-dessous.

| Echéance   | % du montant de l'aide | Montant maximum du versement | Justificatif(s) à fournir   |
|--|------------------------|------------------------------|---|
| Intermédiaire (à la mise en service de l'installation) | 80 %                   | 28 800 €                     | <ul style="list-style-type: none"><li>- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire</li><li>- le rapport intermédiaire mentionné dans l'annexe technique</li></ul>  |
| Solde (un à deux ans après la mise en service)         | 20 %                   | 7 200 €                      | <ul style="list-style-type: none"><li>- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire</li><li>- une attestation de atteinte des objectifs de résultats tels qu'indiqués en annexe du contrat</li><li>- le rapport final mentionné dans l'annexe technique</li></ul> |

Accusé de réception en préfecture  
075-200050433-20250321-25-08-AU

Date de réception préfecture : 25/03/2025

Le montant du solde de l'aide sera versé si au moins 80% de l'engagement de chaleur EnR&R indiqués sur l'attestation à fournir au regard de l'engagement initial (indiqué à l'article 6) est tenu. Dans le cas contraire, aucun solde ne sera versé.

L'ADEME se réserve le droit de demander le remboursement de la totalité des aides versées si la production moyenne EnR est inférieure à 50% de l'engagement initial du maître d'ouvrage ou si les performances réelles de l'installation ne respectent pas un SCOP minimum de 3 pour la production de chauffage seul (2,8 pour la production d'ECS ou d'ECS et de chauffage).

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

Article 9 : Au regard des informations portées à la connaissance du Sigeif par le Bénéficiaire à la date de notification, le cumul des aides publiques autorisé par la réglementation applicable (nationale ou communautaire) est respecté. Le Bénéficiaire s'engage à informer le Sigeif en cas d'obtention de nouveaux financements.

Article 10 : La mise en service de l'installation et la transmission des justificatifs techniques et financiers devra se faire au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2028.

Article 11 : Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME s'appliquent à la présente Décision. Le Bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

Article 12 : Le Bénéficiaire s'engage à associer les logos de l'ADEME et du Sigeif à ses supports de communication en lien avec l'opération. Un panneau posé sur le site de réalisation de l'opération aidée affiche la participation financière et le logo de l'ADEME et du Sigeif.

Article 13 : L'ADEME est tenue d'une obligation de publier les données considérées comme essentielles dans le cadre de la présente Décision et conformément à l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mise à disposition des données essentielles des conventions de subvention.

Article 14 : Le Bénéficiaire s'engage à garantir l'ADEME dans la réutilisation des documents et toute autre information et supports soumis aux droits d'auteur, qu'il a fait son affaire personnelle auprès du ou des auteurs titulaires des droits de propriété intellectuelle et/ou des droits à l'image sur leur propre création, des autorisations de réutilisation requises.

Article 15 : Le non-respect des conditions fixées par la présente décision entraîne le versement au Sigeif par le Bénéficiaire de tout ou partie de l'aide.

Article 16 : Le montant de l'aide est imputé au budget du Sigeif pour l'exercice 2025 et suivants au compte 2041482.

Article 17 : Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du Bénéficiaire.

Article 18 : Les pièces constitutives de la Décision sont les suivantes :

- . les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME susvisées
- . la présente Décision
- . l'annexe technique
- . l'annexe financière

Accusé de réception en préfecture  
075-200050433-20250321-25-08-AU  
Date de télétransmission : 25/03/2025  
Date de réception préfecture : 25/03/2025

Article 19 : Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- . M. le Préfet de la Région Ile-de-France - Préfet de Paris,  
. M. le Trésorier Principal, comptable du Syndicat.

Fait à Paris le 21 mars 2025  
Le Président,

Jean-Jacques Guillet,  
Maire de Chaville



Le Président,  
certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte transmis au Représentant de l'Etat  
aux fins de contrôle de légalité le

Jean-Jacques Guillet

Accusé de réception en préfecture  
075-200050433-20250321-25-08-AU  
Date de télétransmission : 25/03/2025  
Date de réception préfecture : 25/03/2025